Mémoire –M1 Économie du Développement Le Développement Soutenable sous une Perspective Post Keynésienne



OKUR Havva Lucile, ROJAS LLERAS Adelaida



# Mémoire

Master 1 Economie du Développement Année universitaire 2019 - 2020

> OKUR Havva Lucile ROJAS LLERAS Adelaida

Le Développement Soutenable sous une Perspective Post Keynésienne

Sous la direction de : Monsieur Berr et Monsieur Bezzon Université de Bordeaux

### Le développement soutenable sous une perspective Post Keynésienne

Face aux problématiques actuelles liées au développement soutenable, le courant économique Post Keynésien élabore des réponses qui prennent en compte l'importance du contexte social, ainsi que des mécanismes tel que la demande effective, l'incertitude radicale et la rationalité limitée. En constatant l'urgence d'un changement de paradigme, les Post Keynésiens insistent sur des mécanismes par lesquels l'État peut mettre en place des politiques et des programmes visant à guider les comportements de l'ensemble des acteurs vers des modes plus soutenables. Ces mécanismes sont notamment caractérisés par des incitations adaptées aux dynamiques des différents marchés et l'échelle d'analyse (micro ou macroéconomique), ainsi que leurs interactions correspondantes. Les incitations peuvent, d'après leurs hypothèses influencer différents points. Comme par exemple la hausse des salaires passant par les décisions des entreprises au regard de la maximisation des profits et le choix des marges, le type d'investissements tant publics que privés, l'information disponible et l'éducation des individus. Ces incitations permettraient d'atteindre des comportements mieux adaptés aux défis de la soutenabilité.

### Sustainable development under a Post Keynesian perspective

Facing today problematics linked to sustainable development, the Post Keynesian school of economic thought, elaborate answers that take into account the importance of social contexts, as well as the mechanisms such as the effective demand, radical uncertainty and limited rationality. Being aware of the urgency to change of paradigm, the Post Keynesians insist on mechanism that can redirect the implementation of state politics and programs, aiming to guide the behaviour of all actors towards more sustainable ways. Those mechanisms are mainly characterized by incentives adapted to the dynamics inside the different markets and the scale of analysis (micro or macroeconomic), as well as their respective interactions. Incentives can, under their assumptions, influence different points. As for example the rise of wages through the firm's choices regarding the maximisation of profits and the choice of margins, the type of public and private investment, the available information and the education of individuals. These incentives would help to achieve better behaviours suited to the challenges of sustainability.

## Sciences Économiques – Économie du Développement

Mots clés : Développement soutenable - Post-Keynésien- Incitations- Incertitude - État Keywords: Sustainable Development - Post-Keynesian - Incentives - Uncertainty - State

> Master 1 Économie du Développement Université de Bordeaux Avenue Léon Duguit- 33608 Pessac Cedex

### Remerciements:

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Nous aimerions dans un premier temps remercier notre directeur de mémoire M.Berr, pour sa disponibilité, ses judicieux conseils et ses encouragements.

Nous voulons remercier également M. Bezzon de nous avoir encadré, orienté, aidé et conseillé. Sa disponibilité et sa patience nous ont permis de réaliser notre mémoire dans les meilleures conditions.

Enfin nous souhaitons témoigner notre gratitude à nos familles et nos camarades nous ayant soutenus et relu notre mémoire.

# **Sommaire**

Page de couverture	1		
Page de titre	2		
Abstracts - Mots clés			
Sommaire	5		
Épigraphe	6		
Introduction			
I. L'État régalien, un régulateur qui corrige les défaillances	7 8		
des marchés	0		
a. L'emploi et le salaire, des incitations à la base du développement soutenable	u 8		
b. Des "rigidités" et appuis étatiques en faveur de la soutenabilité	é 10		
c. Possibles prolongements des mécanismes incitatifs er intégrant le marché financier	n <sub>12</sub>		
II. L'Incertitude radicale, un critère Post Keynésien essentiel pour le développement soutenable	14		
a. L'action de l'État comme une solution face à l'incertitude sociale	e 14		
<ul> <li>b. Les institutions, un prolongement des incitations dans le bu de la préservation des ressources naturelles dans un contexte d'incertitudes</li> </ul>			
c. L'enjeu de la justice sociale et de l'équité Conclusion	18 19		
Bibliographie	21		
Annexes	23		

"Dans le système de la liberté naturelle, le souverain n'a que trois devoirs à remplir; trois devoirs d'une haute importance, mais clairs, simples et à la portée d'une intelligence ordinaire. Le premier, c'est le devoir de défendre la société de tout acte de violence ou d'invasion de la part des autres sociétés indépendantes. Le deuxième, c'est le devoir de protéger autant qu'il est possible chaque membre de la société contre l'injustice ou l'oppression de tout autre membre, ou bien le devoir d'établir une administration exacte de la justice. Et le troisième, c'est le devoir d'ériger et d'entretenir certains ouvrages publics et certaines institutions que l'intérêt privé d'un particulier ou de quelques particuliers ne pourrait jamais les porter à ériger ou à entretenir, parce que jamais le profit n'en rembourserait la dépense à un particulier ou à quelques particuliers, quoiqu'à l'égard d'une grande société ce profit fasse beaucoup plus que rembourser les dépenses."

Adam Smith

"Le capitalisme tel que nous le connaissons est mort" (Marc Benioff, à Davos 2020). La crise sanitaire actuelle provoquée par le COVID-19 nous permet de nous interroger davantage sur notre modèle de développement. Celui-ci, n'apparaît plus soutenable à long terme pour des raisons essentiellement écologiques mais aussi démographiques et sociales. Il est alors nécessaire de considérer un nouveau modèle permettant d'intégrer ces contraintes. Les Post Keynésiens malgré leur intéressement tardif, ont prouvé leur capacité à développer un modèle cohérent pouvant répondre aux objectifs du développement soutenable. Leur vision se veut de donner une image réaliste du modèle actuel, en y incluant un pluralisme méthodologique, le temps historique, la durabilité environnementale (non substituabilité des facteurs) et l'incertitude radicale. Elle s'est développée en opposition au modèle néoclassique, en considérant leur approche inadaptée avec le monde capitaliste de nos jours. En mettant en avant la place de l'État, avec un rôle régulateur, ils considèrent que les forces des marchés ne peuvent pas conduire à un optimum économique et social de long terme. L'État guiderait donc les acteurs qui interagissent pour entraîner des comportements et des résultats collectifs optimaux notamment face au futur incertain et leur rationalité limitée. En corrigeant les défaillances du marché, les Post Keynésiens s'accordent sur la nécessité de recourir à une certaine forme de planification via les incitations étatiques qui seront essentielles afin de justifier des comportements conventionnels, et d'éviter des situations instables. Ce mémoire a pour but d'analyser les incitations Post Keynésiennes que l'État peut mettre en œuvre afin de répondre aux défis du développement soutenable. Nous conservons la définition du rapport de Brundtland (1987), celle-ci étant un " développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins". De plus, nous entendrons par incitations : les mesures spécifiques de politiques économiques ou de lois mises en place dans l'objectif d'encourager des agents à agir d'une certaine façon. Nous pensons que ces incitations qui prennent en compte les limites écologiques vont mener à une amélioration qualitative du bien-être, voire quantitative, des générations actuelles et celles à venir. Ces dernières se dirigeront en un premier temps vers les entreprises mais aussi vers le système financier, facilitant une soutenabilité forte des facteurs. Nous verrons ensuite que l'action de l'État est favorisée par l'incertitude radicale. Cependant, avant de démontrer la nécessité de la justice social et de l'équité, il paraît nécessaire de montrer que les institutions jouent un rôle essentiel dans les prolongements des actions de l'État pour permettre l'application du développement soutenable dans une perspective de long terme tant à l'échelle micro comme macroéconomique.

### I. L'État régalien, un régulateur qui corrige les défaillances des marchés

### a. L'emploi et le salaire, des incitations à la base du développement soutenable

Tout d'abord, l'État en favorisant un plein emploi productif, décent, juste et équitable permettra de s'inscrire dans les objectifs du développement soutenable, ainsi que leurs cibles, dressées dans l'agenda 2030 des Nations Unies. Parmi les 17 objectifs nous pouvons en distinguer deux qui ont un lien direct avec l'analyse post keynésienne. Le premier objectif vise la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes et partout dans le monde. De plus, il cherche à combler les insuffisances de revenus et de ressources afin d'assurer des moyens de subsistances durables à l'ensemble de la population. Ce premier objectif relève donc une nécessité d'après la cible 1.4 de consolider les mêmes droits aux ressources économiques aux individus, d'où « la croissance économique [devrait] être partagée pour créer des emplois durables et promouvoir l'égalité" (Agenda 2030, objectif 8). Cet objectif 8 appuie le propos selon lequel le travail décent et la croissance économique ont un rôle sur l'achèvement du développement durable, du fait que « le manque continuel de possibilités d'emploi décent, l'insuffisance des investissements et la sous-consommation ont conduit à une érosion du contrat social de base » (Agenda 2030, ONU). Pour atteindre alors une viabilité économique durable, il est nécessaire de garantir des conditions d'accès à des emplois de qualité tout en évitant les impacts négatifs sur l'environnement "en privilégiant, chaque fois que cela est possible, l'utilisation de techniques de production intensives en travail" (Berr et al., 2018, p.437), accompagnées d'une baisse du temps du travail et une réduction de l'énergie employée.

Or, les niveaux de production et d'emploi sont déterminés par la demande globale qui est expliquée par un principe de base de l'économie Post Keynésienne: la demande effective. Il semble à première vue que le maintien du plein emploi soit contradictoire avec le concept de développement soutenable. Cependant pour les Post Keynésiens le chômage est le produit d'une demande globale insuffisante et pas le résultat de salaires trop élevés ou de leur rigidité à la baisse. La mise en place de « rigidités » comme des régulations par l'État, seraient alors des incitations clés pour éviter des comportements néfastes face à des contextes d'incertitude radicale et aboutir donc à un équilibre souhaitable. En optant pour une vision optimiste de l'avenir, l'État conduirait à des attentes favorables qui à son tour généreront, orienteront et accroitront l'investissement vers un modèle plus soutenable.

En outre, la hausse du salaire réel n'entraîne pas nécessairement, pour eux, une baisse de la production ni de l'emploi tant que l'entreprise en tire profit. Une hausse du salaire réel peut en revanche augmenter la demande effective par les gains en terme de revenus disponibles. Cette hausse de la consommation suivant la loi psychologique de Keynes, va alors avoir des effets multiplicatifs sur la production et donc du niveau d'emplois à condition que les autres composantes de la demande globale restent inchangés, notamment à court terme. En suivant cette logique, les salaires ne seront plus alors, conçus comme des coûts de production mais comme des sources de revenus. Même s'il existe, en revanche, une possibilité de la baisse des dépenses et/ou des investissements autonomes dû à la hausse du poids des salaires sur le profit, des études empiriques¹ montrent une relation positive envisageable entre les salaires et la demande globale intérieure. Il existerait alors, un effet indirect de la hausse des salaires où l'augmentation des recettes des entreprises créerait des incitations à l'investissement pour améliorer le système de production dans le but de répondre à la nouvelle demande (effet Kaldor-Verdoorn et effet Webb).

Cependant, au sein de nos économies, il existe toujours un arbitrage entre la contrainte de maximisation du profit et celle des ventes par rapport à la demande effective, où les changements des parts des profits et des salaires ont de fortes influences sur l'activité économique. Afin de comprendre ces dynamiques, les Post Keynésiens ont mis en place un nouvel instrument de mesure: le taux d'utilisation des capacités (TUC) mobilisé dans le modèle de Bhaduri et Marglin, et défini comme le ratio entre la production totale et le niveau de capital utilisé. Selon eux, les entreprises prennent leurs décisions d'investissement sur la base du TUC, en étant considéré comme un indicateur de la demande effective et des anticipations adaptatives des entreprises, selon l'influence (principalement positive) du taux de profit sur l'investissement. Ensuite, le taux de croissance de la production est principalement influencé par le poids du capital et le choix de marge des entreprises, et pas nécessairement sur l'offre de travail. Influencée sur le choix de la marge, l'imposition d'une marge plafond selon le marché considéré et la taille de l'entreprise, permettra d'avoir un mécanisme d'ajustement du taux de croissance de la production plus stable par rapport au TUC. Celui-ci pourra engendrer une possible hausse du salaire réel et donc de la demande globale, entraînant une convergence vers un équilibre non récessif de long terme (Robert Blecker, 2002) où il sera assuré un niveau optimal d'investissement.

Or, d'après Kalecki, la marge fixée par les entreprises dépend en réalité du degré de concentration industrielle et du pouvoir de négociation respectif des entreprises et des

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> ONARAN et GALANIS,2012 ; HARDWING 2014 et ONARAN & OBST, 2016.

travailleurs. Cependant, ces choix devraient se guider des résultats du paradoxe des coûts de Rowthorn selon lesquels il existe une corrélation positive entre le salaire réel et le taux de profit. Une hausse des coûts pour les entreprises par la hausse des salaires aura pour effet en réalité une hausse des profits à cause des capacités de production excédentaires à l'équilibre, et donc du caractère endogène du TUC. L'État aurait alors intérêt à guider l'économie vers des régimes wage-led (stagnationniste) plutôt que profit-led (exhilarationniste) par le biais d'incitations qui combinent une baisse de la marge et une hausse des salaires réels permettant alors d'aboutir à une redistribution du revenu, la hausse de la demande effective, du TUC, du profit et de l'accumulation du capital, tout en renforçant donc davantage l'effet positif sur la demande global. Aujourd'hui, la plupart des économies développées (au niveau mondial) sont wage-led, mais pour éviter des effets d'arbitrage "les pays auraient intérêt à s'entendre pour faire augmenter la part des salaires de manière coordonnée." (Amitava Krishna Dutt et Dany Lang, 1990).

Cependant, ces modèles Post Keynésiens ont des limites, notamment par l'absence de fondements micro économiques. Les tarifications des marges peuvent être aussi issues de comportements d'optimisation déduite de l'élasticité de la demande. De plus, d'après Rowthorn, Krishna Dutt et Marc Lavoie, un changement technique, voire du progrès technique permet d'économiser sur la main d'œuvre. En effet un changement technique rapide peut réduire en même temps le taux de croissance de l'emploi et retourner les économies vers des régimes profit-led, soit d'aboutir possiblement à un chômage technologique. Une des solutions envisagées est alors d'accompagner les incitations précédentes avec des politiques de hausse des dépenses autonomes en suivant les évolutions de la productivité dans le but de maintenir la part des profits à un niveau constant.

#### b. Des "rigidités" et appuis étatiques en faveur de la soutenabilité

Certes, l'État peut mettre en place des incitations autour des mécanismes internes de la maximisation des profits des entreprises, mais il a aussi un rôle à jouer sur l'encadrement du marché. L'État doit assurer que le progrès technique soit en réalité un "outil au service de la satisfaction des besoins essentiels et du respect de l'environnement" (Berr *et al.*, 2018) et que les entreprises soient incitées "à respecter une certaine éthique et s'engager dans des investissements "propres"" (Berr, 2018).

De plus, le manque de régulations et donc de "rigidités" dans le marché face au niveau des salaires peuvent créer des dés-incitations au travail. Ces diminutions salariales doivent alors être compensées par une augmentation du temps du travail dans le but de maintenir un même

niveau de revenus et donc assurer les mêmes modus vivendi des travailleurs. Alors que, d'après une perspective kaleckienne cela n'assurera pas une situation de plein-emploi. On retrouve ici, un rôle important de l'hypothèse de base Post Keynésienne sur l'incertitude radicale : le marché du travail deviendrait plus instable sans intervention étatique selon le paradoxe de la flexibilité. En effet, plus le marché est flexible, plus les forces hypothétiques feront tendre l'économie vers des résultats néfastes, où l'instabilité face à l'ampleur de ces derniers et les dynamiques des forces hypothétiques créeront des divergences accentuées sur les différents scénarios possibles. L'État devrait désormais, mettre en place des institutions qui apportent une certaine rigidité du marché du travail (i.e. le salaire minimum qui assure l'accès à des biens et à des services essentiels et à la hausse des salaires des fonctionnaires publics, le renforcement du pouvoir de négociation des syndicats, etc.) dans le but d'éviter un laisser-faire nocif pour la santé économique et le bien-être des sociétés. Dans le cas contraire, le chômage volontaire aurait une place plus importante et une grande partie de la population pourrait se tourner vers les secteurs informels, limitant donc la possibilité d'atteindre des objectifs clés du développement soutenable tels qu'une bonne santé et bienêtre, travail décent et croissance économique, entre autres (ODD 1 et 8 de l'Agenda 2030 des Nations Unies). En effet, selon Holt (2005) il est important de gérer le chômage "sans endommager les ressources naturelles et les systèmes écologiques nécessaires aux opportunités économiques pour les générations futures".

Le recours aux travaux publics permet de parvenir à cet objectif et sont les seuls moyens d'éradiquer la pauvreté et de diminuer les inégalités en même temps. Selon Hyman Minsky, les politiques de stimulation de la demande globale tendent à relancer principalement les ventes dans le secteur à salaires élevés et donc l'emploi de celui-ci. Or, elles peuvent être équivalentes aussi à une baisse dans le secteur des salaires faibles, et donc aboutir à une situation globale de l'emploi inchangé. Il est donc nécessaire pour réduire le chômage, de cibler le secteur à bas salaires, grâce aux programmes d'Employeur du Dernier Recours (EDR). Ces derniers permettront la stabilisation de l'économie comme réponse à sa structure capitalistique et financière. Selon Randall Way (2007 ; 2009), l'EDR seraient une « garantie de l'emploi universel » où on propose des emplois à temps plein ou partiel selon la demande de l'employeur, et à toute la population active en contrepartie d'une rémunération composée d'un salaire de référence et de prestations. Le salaire serait alors fixé selon les conditions de vie locale et les prestations comprendront au moins l'accès à des services de santé, la garde d'enfants, la sécurité sociale, etc. C'est pour cela qu'il est suggéré que la gestion du programme soit décentralisée pour s'adapter aux contextes locaux et aux demandes du marché. Le gouvernement effectuera plutôt un soutien pour la rémunération, l'éducation et la formation des travailleurs, ainsi que pour le financement partiel de projets permanents ou transitoires. L'EDR serait un outil essentiel pour résoudre les problèmes de chômage involontaire, assurer un niveau optimal de la demande effective, stabiliser les salaires et les coûts de production, réduire le coût de la dépréciation du capital humain, notamment pour les chômeurs, puis baisser les coûts de l'embauche en assurant toute chose égale par ailleurs une meilleure intégration dans le marché du travail. L'EDR serait donc une politique incitative qui s'appuie sur l'importance de l'emploi comme pilier de la santé économique et sociale, et donc un moyen pour atteindre des objectifs du développement durable/soutenable : Jean Kregel, PNUD; ODD 1,2,3,4, 5 et 8. Pour les Post Keynésiens en effet, se concentrer sur les politiques de croissance plutôt que sur les politiques d'emploi est une erreur. Une économie en plein-emploi est tenue d'accroitre mais ce n'est pas vrai dans le sens contraire, d'où la possibilité par ce moyen d'avoir des mécanismes économiques et sociales plus soutenables.

### c . Possibles prolongements des mécanismes incitatifs en intégrant le marché financier

Il y a en effet un conflit entre les différents types de croissance envisagés : économique, de l'emploi et des limites écologiques. Or, comme il n'existe pas de régulations automatiques par le marché, l'État doit agir afin de garantir un développement soutenable. Fontana et Sawyer (2013) montrent donc que l'État, en accroissant ses dépenses publiques avec des politiques budgétaires de relance, afin de compenser l'insuffisance de la demande, permet une orientation vers une croissance durable, mais les politiques climatiques mises en place par l'État peuvent aussi compromettre les effets des autres politiques économiques actuelles. En effet, l'État en incitant ou en imposant des politiques environnementales, peut contraindre les entreprises à effectuer des investissements qu'elles n'ont pas désirés ou encore compromettre certains de leurs investissements (Cordonier 2010). Cependant, il est nécessaire de se rappeler de la dimension générationnelle, donc que le changement climatique et les politiques liées à ce dernier concernent les générations futures. D'après Roy Ladurie E, "le temps court de l'économie s'oppose au temps long de l'écologie". Ainsi, dans leur modèle, Piluso et Le Heron montrent que les politiques climatiques incluant des taxes ou des quotas n'ont pas que des effets inflationnistes et récessifs. Effectivement, l'effet multiplicateur montre qu'une augmentation des dépenses publiques ainsi que de l'investissement privé amène à une hausse de la richesse nationale. Ce propos est appuyé en montrant que les mesures fiscales intégrant les risques climatiques permettent d'augmenter les investissements pour l'adaptation aux changements climatiques (Farid, 2016).

Selon les perspectives post keynésiennes, même s'il y a une déflation et une baisse des salaires nominaux, la demande globale ne va pas augmenter du fait que la monnaie est

considérée comme endogène au modèle. Le niveau de monnaie dans l'économie serait plutôt le résultat du conflit distributif entre les détenteurs du capital et les travailleurs. L'inflation serait à son tour le résultat du fait, que l'ensemble des deux groupes d'agents (capitalistes, travailleurs) cherchent à atteindre des objectifs incompatibles (Dutt, 1990; Lavoie, 2014). De plus, jouer avec le taux d'intérêt à la baisse ne stimule pas nécessairement l'investissement si on se situe dans le contexte Post Keynésien d'incertitude radicale (Dutt et Amadeo, 1990). Les variables monétaires dans les modèles de base Post Keynésiens apparaissent alors de manière implicite et permettent en tous cas la distinction entre l'épargne et l'investissement, étant donné que les agents économiques suivent des règles heuristiques possiblement stables en absence de changements importants des environnements. En outre, le taux de chômage d'équilibre qui permet la stabilisation de l'inflation, est fortement lié aux taux de chômage réalisés qui se déterminent selon les résultats de l'activité économique et donc par la demande globale (Lang, 2009; Stockhammer, 2011; Storm et Naastepad, 2012). Ainsi, les politiques systématiques d'austérité monétaires ou budgétaires, ou la présence de crises financières de grande ampleur quand elles font plonger l'activité économique, accroitront aussi le taux de chômage qui serait compatible avec un taux d'inflation stable. L'inclusion de la monnaie alors change la logique économique et sociale de nos systèmes de production et de consommation, en renforçant la présence d'incertitudes et la vulnérabilité face aux risques, et donc endommageant l'orientation vers des mécanismes en accord avec le développement soutenable.

Les modèles Post Keynésiens Kaléckiens peuvent être enrichis et se rapprocher au réel pour comprendre davantage les effets de la financiarisation des économies (Charles, Dutt et Lang, 2015). Pour les Post Keynésiens, la masse monétaire dépend de la demande du comportement endogène des banques et se situe dans le système économique. Les dépenses en investissement sont effectuées grâce à des financements fournis par les banques qui fixent elles-mêmes les quantités de crédits. Le choix des banques d'accorder des prêts ou non permet de choisir le type d'investissement. Ainsi, l'Etat peut mettre en place des politiques publiques réglementant l'accès au crédit et favoriser le financement d'investissements durables. Il est donc nécessaire de changer le type d'investissements afin d'affecter la croissance de la production et de la rediriger vers une production respectueuse de l'environnement.

Face aux derniers cracks boursiers et notamment celui qu'on est en train de vivre, ce premier trimestre de l'année 2020, le rôle de l'incertitude radicale devient de plus en plus évident. En effet, faire des prédictions sur un avenir incertain par rapport à la gestion de la pandémie du COVID-19, et les effets "boules de neige" issues des spéculations malsaines du système

boursier sur la rentabilité des actions ou des actifs d'industries, peuvent accentuer l'instabilité. Elle peut se répercuter sur le marché financier mais aussi avoir des impacts néfastes sur les autres marchés, notamment celui de l'investissement et de l'emploi voire donc sur la demande globale et la croissance économique. Une restriction majeure des systèmes financiers de la part des États serait alors peut-être souhaitable dans le but d'éviter un sauvetage public constant de ces derniers. L'État en même temps doit transmettre des signaux de santé économique qui permettent de contrôler les pratiques spéculatives de crack. Celles-ci peuvent devenir des prophéties auto réalisatrices dues au futur incertain, d'où l'importance d'une orientation étatique.

# II. L'Incertitude radicale, un critère Post Keynésien essentiel pour le développement soutenable

### a. L'action de l'État comme une solution face à l'incertitude sociale

Comme il existe, selon les Post Keynésiens, de l'incertitude face aux choix possibles et donc aussi à leurs résultats et à leurs probabilités associées, on débouche sur un principe de précaution. Ce principe permettra d'agir afin de protéger l'environnement selon les capacités étatiques, comme il est prévu dans le droit français, avec la loi Barnier de renforcement de la protection de l'environnement (Annexe No.1) et le principe 15 de la Déclaration de Rio (1992). Il semble aujourd'hui évident, suite à de nombreuses études et à toutes les catastrophes naturelles et sanitaires, que le modèle actuel de croissance infinie n'est pas viable et qu'il a des conséquences importantes sur l'environnement. Cependant, ce modèle occidental perdure et est même recommandé aux pays en développement malgré son inadaptation (Berr, 2015). D'après des remarques de Kalecki (1996), une hausse du niveau de vie peut empêcher une contestation des systèmes économiques et sociaux où il existe un gaspillage systématique des ressources. L'État devrait alors chercher à impliquer davantage la société civile dans des modes de développement plus soutenables. Cela permettrait d'éviter des comportements dits irrationnels à cause de la confiance limitée des individus face à l'avenir écologique, mais aussi à leur incapacité de concevoir comment leurs actions vont se répercuter dans leur quotidien.

Le manque de prévisibilité joue un rôle sur l'incertitude radicale des agents puis dans leurs interactions entre eux et leur environnement. En effet, cette problématique rassemble les notions de l'incertitude radicale et les systèmes ouverts (*open systems*) au sein des concepts de la Théorie du Chaos<sup>2</sup> (les dynamiques chaotiques), où les conditions initiales jouent un

.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> BARKLEY ROSSER, J. JR.. Theoretical and policy issues in complex Post Keynesian ecological economics.

rôle déterminant sur les résultats. Les différences existantes entre les scénarios possibles, même si elles sont infinies, peuvent entraîner des résultats très contrastants, rendant toute prédiction impossible au long terme. D'après Hommes et Rosser, les agents au sein de ces systèmes chaotiques, en s'appuyant sur des observations passés et des anticipations adaptatives, suivent une simple règle d'ajustement: "apprendre à croire au chaos" (learn to believe in chaos). Ceci structurera alors les dynamiques du sentier des différents systèmes économiques considérés.

Ainsi, l'État a désormais, un rôle majeur en tant que planificateur dans la prise de décisions sur les actions futures en démontrant que des catastrophes environnementales peuvent survenir. Ces dernières peuvent être causées par les incertitudes environnementales et celle des dynamiques des populations (exemple : discontinuations soudaines ou changement de patron). Ces méthodologies des théories du chaos peuvent alors être appliquées à des études de sciences économiques et sociales, afin par exemple d'essayer principalement d'évaluer les dynamiques relationnelles entre la température globale et les niveaux de productions et ensuite des prix dans le secteur premier et secondaire (Chen, 1997). Elles peuvent aussi s'appliquer dans des modèles proie-prédateur non seulement dans la bio économie, mais aussi sur les relations entre la population active et la demande de salaires (Lotka et Volterra, 1920 ;1925). Dans le premier cas, on reflète notamment l'impact du dépassement des limites planétaires sur nos systèmes de production alimentaire et l'accès à des matières premières pour le développement des activités industrielles. Les incertitudes sur les conditions environnementales dans l'avenir auraient alors, non seulement des conséquences sur la viabilité des écosystèmes tant en terme de contexte climatiques comme de bien-être social (i.e. sécurité alimentaire), mais aussi sur celle de nos systèmes économiques. Dans le deuxième cas, si on prend les travailleurs comme les prédateurs et l'accès à des salaires raisonnables comme les proies, l'étape où on se situe dans le processus de la « transition démographique » serait un déterminant clé de l'efficacité du marché du travail. En ayant, le rôle de promoteur du développement, l'État doit démontrer que ces catastrophes naturelles vont survenir si nous continuons à appliquer le modèle capitaliste. Il aurait donc intérêt à mobiliser les Principes de Lisbonne (Annexe No.2) autour des différentes incitations, politiques et programmes qu'il réalise dans le but de favoriser une gouvernance soutenable.

Le principe de précaution, partagé avec les courants de l'écodéveloppement, plus les principes cités précédemment, permettent de mettre en avant les critères de la durabilité forte, selon lesquels la destruction systématique du capital naturel peut augmenter la fréquence des risques environnementaux. La crise sanitaire actuelle ainsi que toutes les catastrophes naturelles auxquelles fait face le monde, servent donc comme des signaux aux acteurs

économiques. Ceux-ci permettent d'avoir une meilleure réceptivité aux incitations menées par l'État et une conscience accrue des risques liés à l'environnement. L'État doit alors mettre en évidence les coûts humains et écologiques face aux gains économiques qui sont plus aisément observables. En créant un environnement plus sûr, cela permettra donc aux acteurs d'éviter une attitude de myopie temporelle.

# <u>b- Les institutions, un prolongement des incitations dans le but de la préservation des</u> ressources naturelles dans un contexte d'incertitudes

Jonas, en 1984, montre déjà que les considérations environnementales sont plus importantes que les considérations économiques. Le rôle de l'État peut être accentué par ses capacités législatives et les institutions mises en place afin de diriger les acteurs à adopter un comportement en faveur du développement soutenable. Les limites planétaires sont la plupart du temps inconnues, comme les conséquences du dépassement de celles-ci, ainsi que leur caractère irréversible. Face à cette incertitude sur l'avenir environnemental, et donc face aux réponses de nos systèmes économiques et sociaux, selon les principes Post Keynésiens, les agents ne sauront pas comment réagir correctement, car ils auront comme bases des conventions inadaptées à ces scénarios. Ils auront désormais des biais et des limitations cognitives selon le contexte, les structures sociales d'appartenance ainsi que leurs liens d'interaction. Un bon exemple est l'influence des comportements des autres sur les propres choix individuels : les comportements de consommation irrationnelle de panique peuvent être propagés par le biais de crainte de pénurie de biens de première nécessité comme par l'exemple l'achat compulsif du papier toilettes lors de la pandémie du Covid-19. Pour certains individus, agir irrationnellement dans ce contexte serait peut-être même rationnel, face à cette incertitude radicale sur l'avenir. Ce qui nous fait converger vers des comportements et des convictions autour d'une rationalité limitée insoutenable. L'incertitude deviendrait alors une force déstabilisatrice durant les périodes de crises non seulement climatiques, mais aussi celles liées à la santé économique et sociale.

Certes, les convictions prédéterminées des agents guident les processus logiques lors de la prise de décisions dans un grand ensemble de domaines : investissements en progrès techniques, systèmes de production et de consommation; mais ceci ne se traduit pas dans l'incapacité d'agir de la part de l'État. Pour éviter des effets néfastes de cette incertitude radicale et le recours à des convictions inadaptées, l'État devrait offrir plus d'informations au sein des sociétés et des marchés. De plus, il devrait ainsi assurer le fonctionnement socialement optimal des institutions, dans le but d'inciter les agents à faire des meilleurs choix lors des périodes de crises ou de les éviter en limitant l'intensité de l'incertitude (Marc Lavoie,

1992). Ceci reviendrait aux principes de prévention et de résilience, essentiels au développement soutenable.

L'État, avec l'aide d'autres acteurs clés (organismes locaux, privés, ONG, etc.), aurait intérêt à mettre en place des politiques d'informations, soit des incitations, en suivant les stratégies d'Andersen (1995) afin de changer les comportements des agents. Ces stratégies passent par l'action sur le domaine de l'éducation, la persuasion, l'influence et la mise en place du marketing sociale en donnant un exemple de comportement. Or, d'après le « Modèle Transthéorique du Changement de Comportement » (*Transtheoretical Model of Behaviour Change*, Prochaska et DiClemente, 1984) les sociétés peuvent se situer dans 5 étapes différentes (Annexe No.3). L'État devra alors adapter ses stratégies selon l'étape où se situe la population, dans le but d'assurer la transition vers l'étape suivante, et aboutir donc vers des comportements conformes aux objectifs du développement soutenable. Ainsi, les choix des agents à l'échelle microéconomique auraient bien un impact sur les résultats macroéconomiques, notamment en ce qui concerne les façons de penser de nos systèmes de production et de consommation. Cependant, il ne faut pas oublier que les habitudes et les règles ont un impact significatif sur la détermination des besoins de biens et services, ce qui reflète l'importance de l'encadrement social des marchés.

Les organisations institutionnelles accentuent donc le rôle de l'État afin de diriger les agents économiques, de protéger le capital naturel et de limiter sa dégradation. Pour œuvrer autour du développement soutenable, il est donc nécessaire d'effectuer un changement institutionnel pour parvenir à un modèle plus éthique. En effet, les Post Keynésiens considèrent les marchés comme faisant partie des institutions sociales et politiques. Due à l'incertitude radicale mais aussi à l'hypothèse du temps historique, les politiques gouvernementales permettront aux institutions d'agir sur le plan social de manière plus efficace pour influencer les facteurs sociaux. Effectivement, pour les Post Keynésiens, chaque action a des effets sur le futur, mais aussi sur la biosphère, créant donc une colinéarité. Les traditions, le contexte social et les valeurs encadrent les choix des individus, mais les résultats peuvent rester indéterminés. Les équilibres dépendent principalement de l'histoire du système économique, ce qui revient au principe de la "dépendance du sentier" (Kronenberg, 2010). En prenant en compte l'évolution des normes sociales, il est possible d'inciter plus facilement le comportement des institutions financières, des agents économiques mais aussi des activités de recherches qui ont un rôle majeur à jouer sur le développement soutenable. Il agisse ainsi dans une perspective pérenne. En effet, pour les Post keynésiens comme pour les institutionnalistes de nombreux comportements microéconomiques sont aussi le reflet des

actions macroéconomiques à cause de l'effet de mimétisme et d'actions de groupe, d'où le besoin d'un ciblage efficace des incitations sur les deux échelles (Fontana, Sawyer 2015).

Ainsi, les incitations sur ce plan, peuvent être similaire à la Règle de Daly dans le but d'essayer de faire face aux incertitudes pour répondre aux perspectives de croissance à long terme, tout en fixant des limites critiques et en établissant des règles sociales et institutionnelles (Holt, 2005). Cela permet donc de répondre aux chocs climatiques mais surtout de les prévenir. Cependant, nous pouvons aussi confronter des dynamiques non linéaires et complexes ainsi que des discontinuités économiques, qui mettent en difficulté l'action de l'État et des institutions (Barkley Rosser, Jr., 2005) Ces complexités peuvent être réduites dans un premier temps, si elles se situent dans une relation proie-prédateur mais aussi grâce aux politiques adaptatives. Les institutions seraient plus en position d'être négociées avec toutes les parties et prendre en compte les diversité des situations. Cela permet dans un premier temps, d'intégrer les besoins spécifiques des populations locales et d'ensuite répondre au mieux aux problématiques environnementales qui varient d'un endroit à un autre (Godard, 1998). Cette approche permet alors une complémentarité avec l'État mais aussi la focalisation sur des problématiques sociales contextualisées, comme la répartition de la richesse étant aujourd'hui un élément essentiel pour mener à bien les objectifs du développement soutenable.

### c- L'enjeu de la justice sociale et de l'équité

Keynes l'avait déjà relevé en 1936, en expliquant que : «les défauts majeurs de la société économique dans laquelle nous vivons sont son incapacité à assurer le plein emploi et sa répartition arbitraire et inéquitable des richesses et des revenus», en justifiant alors le développement des politiques sociales par les États. Une des branches des post keynésiens, la branche kaléckienne, fait de son côté une distinction importante entre le travail direct (ou variable) et le travail indirect (ou fixe). Ceux qu'on appelle désormais les : cols bleus et les cols blancs ou bien employés et cadres, respectivement. D'après des études menées par Marc Lavoie, dans la réalité, la rémunération des facteurs ne résulte pas de leur productivité mais en grande partie du rapport de forces entre les cols bleus et les cols blancs, et donc du conflit distributif entre le travail et le capital. On retrouve alors des indices de la loi d'Okun selon laquelle dans le court terme une augmentation de l'activité ne se traduit que partiellement en une hausse de l'emploi. Les gains en termes de production et donc en richesse, peuvent être alors accaparés par les cadres lors des processus de répartitions des profits, en perpétuant ou en augmentant même les inégalités sociales et interpersonnelles.

L'État joue alors un rôle central pour combler les défaillances au sein des institutions économiques extractives notamment en ce qui concerne la répartition fonctionnelle. Si ce partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits ne favorise que l'accumulation de la richesse, et donc des gains de la croissance pour un ensemble réduit d'individus, et facilite de même l'étalement des comportement de *rent seeking*; alors l'État devra mettre en place des politiques fiscales qui suivent les principes de la justice distributive (exemple : un impôt sur les profits plus important que l'impôt sur les revenus) et assurer au même temps que la hausse des profits s'accompagne d'un investissement favorable au développement soutenable. Sur ce dernier point, suivant les dynamiques du développement économique, l'État comme agent central régulateur pourrait agir pour éviter de tomber sur des trappes de pauvreté. Pour cela il peut inciter des programmes de Recherche et Développement, ainsi que guider l'investissement privé sur des secteurs clés tout en impulsant la demande effective et donc la demande globale. Ces dernières seraient à leurs tours des moteurs de croissance, pour ensuite pouvoir entrer dans des cercles économiques et sociaux vertueux.

Enfin, Sachs montre en effet, que la mauvaise répartition des richesses amène à une grande pollution et à un gaspillage des ressources, et donc à une mauvaise gestion de notre environnement. Il y aurait selon lui deux sortes de pollution : la surconsommation faite par les riches avec une demande excessive et une utilisation de nombreuses ressources sans limitation, puis la sous-consommation des pauvres qui entraîne la surutilisation des plus aisés. Les États, mais aussi les institutions internationales, doivent alors essayer de réguler ces pressions excessives et la surcroissance, ainsi que les gaspillages des pays riches causés par la demande de biens non essentiels, tout en assurant la satisfaction des nécessités premières de l'ensemble des populations. L'aboutissement d'un développement soutenable Post Keynésien passerait donc par une majeure équité sociale, en montrant l'importance des incitations étatiques. Ici, la soutenabilité sociale correspondrait à un développement qui combine à la fois un niveau acceptable d'homogénéité, une répartition équitable des revenus et un plein emploi avec un accès équitable aux services sociaux essentiels au bien-être. La recherche de la justice sociale restera déterminante dans le processus de répartition de la richesse, ainsi que son utilisation afin d'éviter la dégradation de l'environnement.

#### Conclusion

Comme dans l'ensemble des courants hétérodoxes et en se guidant des "esprits animaux" de Keynes, le courant Post Keynésien relève l'importance des convictions individuelles et les contextes socio-politiques qui caractérisent la rationalité limitée des agents lors de la prise de décisions dans des scénarios d'incertitude radicale sur l'ensemble des marchés. Ainsi, l'État

en établissant des lignes directrices et des incitations encadrées par des stratégies et des plans autour des piliers du développement durable, limite le risque de se diriger vers des voies non soutenables et permet de garantir un état stable du capital naturel. Les Post Keynésiens se sont concentrés davantage sur les questions de la croissance. Ils considèrent en effet, qu'elle reste une "condition nécessaire, mais en aucun cas suffisante, au développement" (Berr, 2018, p.435). Elle serait plutôt le moyen qui permettra d'atteindre la satisfaction des besoins essentiels des individus à condition d'éviter les dégâts sur l'environnement. En suivant les bases conventionnelles établies par Keynes, le point clés de l'analyse Post Keynésienne serait donc, de croire à l'éventuelle apparition de ces situations de risques tant économiques, sociétales qu'environnementales, ainsi que de leur corrélation. Cela permettra d'adopter des convictions et des comportements mieux adaptés et quidés par des principes de prudence et de précaution, tout en réduisant les effets néfastes issus d'attitudes non soutenables. Les incitations étatiques envers les individus, les entreprises et le marché financier, sont alors au cœur de cette croissance durable qui permettra d'avoir un degré de justice intra- générationnelle et intergénérationnelle et une conscience majeure environnementale.

Dû à l'intérêt tardive des postkeynésiens sur la préservation de l'environnement, la notion de durabilité forte et l'influence de l'analyse microéconomique, les incitations ainsi que les modèles développés, peuvent être davantage enrichis par une collaboration avec d'autres courant émergents autour de l'écologisme, l'institutionnalisme et le comportementalisme. Des problématiques comme celles de la gestion des ressources communes (cf. Elionor Ostrom) et l'influence des principes éthiques (cf. John Rawls et/ou Amartya Sen), seraient des éléments importants à aborder, notamment si on cherche à considérer l'analyse de la gouvernance de biens mondiaux (nature, santé, etc.) et le rôle des convictions morales à l'échelle personnelle, étatique et internationale. De même, pour comprendre les comportements irrationnels non soutenables des acteurs économiques, ainsi que leurs erreurs systématiques, les Post Keynésiens devront aussi prendre en compte l'existence de biais cognitifs lors des processus décisionnels des individus, et chercher à encourager des politiques publiques "simples à mettre en place, afin de créer des environnements de choix "centrés sur l'utilisateur" (Richard Thaler, 2015). Les incitations Étatiques devraient passer également par un "léger encouragement" (nudge) où le paternalisme de l'intervention étatique serait une tentative pour aider les gens à atteindre leurs objectifs, sachant que le monde d'aujourd'hui est de plus en plus complexe.

### **BIBLIOGRAPHIE**

**BARKLEY ROSSER J.Jr (2009)**. Theoretical and policy issues in complex Post Keynesian ecological economis. Dans Holt, R.P.F., Pressman, S & Splash, C.L., *Post Keynesian and Ecological Economics : Confronting Environmental Issues.* Cheltenham, Edward Elgar Publishing.

**BERR**, E. (2015). Sustainable development in a post Keynesian perspective: why ecodevelopment is relevant to post Keynesian economics. *Journal of Post Keynesian Economics*, 37(3), 459-480

**BERR, E. (2018)**. Les Postkeynésiens et le développement soutenable. Dans Berr E., Monvoisin V. & Ponsot J.F, *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, théories et politiques* (p.429-443). SEUIL.

**BERR**, **E.** (2017). Post Keynesian economics and sustainable development. In *Routledge Handbook of Ecological Economics* (pp. 67-76). Routledge

**BIETZ S., REISCH L. & SPASH C.L. (200).** The socio-psychology of achieving sustainable consumption: an example using mass communication. Dans Holt, R.P.F., Pressman, S & Splash, C.L., *Post Keynesian and Ecological Economics: Confronting Environmental Issues.* Cheltenham, Edward Elgar Publishing.

**BOYER, R. (2011).** Post-keynésiens et régulationnistes: Une alternative à la crise de l'économie standard?. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (10)

**BROWN W.S. & SHAW W.D. Jr (1983).** Neoclassical and Post Keynesian environmental economics: an addendum. *Journal of Post Keynesian Economics*, vol. 6 (No. 1), p.140-142.

**COCHRANE, K.L. et GARCIA, S.M. (2009).** *A Fishery Manager's Guidebook*, The Food and Agriculture Organization of the United Nations et Wiley-Blackwell.

**DAFERMOS, Y., NIKOLAIDI, M., & GALANIS, G. (2017)**. A stock-flow-fund ecological macroeconomic model. *Ecological Economics*, *131*, 191-207.

**DAMMERER Q., GODIN A. & LANG D. (2018).** L'employeur en dernier ressort : une idée post-keynésienne pour assurer le plein-emploi permanent. Dans Berr E., Monvoisin V. & Ponsot J.F, *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, théories et politiques* (p.335-356). SEUIL.

**DUTT A.K & LANG D. (2018)**. Les enjeux de la relation entre croissance et répartition. Dans Berr E., Monvoisin V. & Ponsot J.F, *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, théories et politiques* (p.201-220). SEUIL.

**FONTANA**, **GIUSEPPE**, and **Malcolm SAWYER**. **(2013)** "Post-Keynesian and Kaleckian thoughts on ecological macroeconomics." *European Journal of Economics and Economic Policies: Intervention* 10.2: 256-267.

- **FONTANA, G., & SAWYER, M. (2016)**. Towards post-Keynesian ecological macroeconomics. *Ecological Economics*, *121*, 186-195.
- **HOLT**, **R. P. (2005)**. Post-Keynesian economics and sustainable development. *International Journal of Environment, Workplace and Employment*, 1(2), 174-186
- HOLT, R. P., PRESSMAN, S., & SPACH, C. L. (Eds.). (2009). Post Keynesian and Ecological Economics: Confronting Environmental Issues. Edward Elgar Publishing.
- **KRONENBERG, T. (2010)**. Finding common ground between ecological economics and post-Keynesian economics. *Ecological economics*, 69(7), 1488-1494.
- LANG, D. & LAVOIE M. (2018). Les déterminants du niveau de l'emploi. Dans Berr E., Monvoisin V. & Ponsot J.F, *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, théories et politiques* (p.221-238). SEUIL.
- **LAVOIE M. & PONSOT J.F. (2018).** Les courants et fondements théoriques de l'analyse post-keynésien. Dans Berr E., Monvoisin V. & Ponsot J.F, *L'Économie Post-Keynésienne : Histoire, théories et politiques* (p.105-126). SEUIL.
- **MEARMAN A.** (2009). Recent developments in Post Keynesian methodology and their relevance for understanding environmental issue. Dans Holt, R.P.F., Pressman, S & Splash, C.L., *Post Keynesian and Ecological Economics : Confronting Environmental Issues.* Cheltenham, Edward Elgar Publishing.
- PILUSO, N., & LE HERON, E. (2017). La taxe carbone dans une économie d'inspiration keynésienne. Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie, 8(3)
- **THALER, R. (2018)**. *Misbehaving. Les découvertes de l'économie comportementale.* Éditions du Seuil.

### **ANNEXES**

## Annexe N°1 : Loi Barnier du 2 février 1995

Le principe de précaution a été introduit en droit français à l'article L. 110-1 du code de l'environnement par la « loi Barnier » du 2 février 1995 (n° 95-101) :

" Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable."

### Annexe N°2 : Principes de Lisbonne

Table 3.2 The Lisbon Principles to promote sustainable governance of the oceans and coastal areas.

Responsibility principle	Responsibility to use resources in an ecologically sustainable, economically efficient and socially just manner
Scale-matching principle	Decision-making at the scale of governance which has the most relevant ecological information, which considers actors, and which internalizes costs and benefits
Precautionary principle	The need to take uncertainty about potentially irreversible impact into account by erring on the side of caution
Adaptive management principle	Monitoring social, economic and ecological systems because they are dynamic and have some level of uncertainty; learning-by-doing
Full-cost allocation principle	The need to identify and allocate all internal and external costs and benefits (social and ecological) of alternative uses of resources
Participation principle	The importance of full stakeholder participation in the formulation and implementation of decisions about environment and resource:

Source: Adapted from Costanza et al. (1999)

# Annexe N°3 : Stratégies d'Andersen

ÉTAPES D'APPARTENANCE DES SOCIÉTÉS	DÉSCRIPTION
Pré-contemplation	Un changement de comportement n'est pas considéré possible soit par le manque d'information ou la difficulté de changer des normes et/ou modus vivendi.
Contemplation	Les individus considèrent les changements et recherches plus d'informations.
Préparation	Les agents ont choisi de faire les modifications nécessaires et donc se préparent pour la transition.
Action	Vrai changement des comportements.
Confirmation	Les agents sont engagés dans ces nouveaux comportements et convictions, et ne souhaitent point de retournes aux précédentes.